

Gérald Bloncourt et Michael Löwy, Messagers de la Tempête. André Breton et la Révolution de janvier 1946 en Haïti, Pantin, Le Temps des Cerises, 2007, 181 p.

Louis Moreau de Bellaing

DANS **L'HOMME & LA SOCIÉTÉ** 2006/4 n° 162 , PAGES 179C À 188C

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DE SYNTHÈSE EN SCIENCES HUMAINES (ARSSH)**

ISSN 0018-4306

DOI 10.3917/lhs.162.0179c

Date de mise en ligne : 01/02/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2006-4-page-179c?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH).

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Comptes rendus

Pierre-Wilfrid BOUDREAU (sous la direction de), *Génies des lieux. Enchevêtrement culturel, clivages et ré-inventions du sujet collectif*, Québec, Canada, Presses de l'Université du Québec, 283 p. Contributions de Wanda DRESSLER, Francis JAURÉGUIBERRY, Pierre-Wilfrid BOUDREAU, Bénédicte GOUSSAULT, Stéphane VIBERT, Gabriel GATTI, Stéphanie TABOIS, Nora BOUAOUINA, Simon PERRAULT, Raphaël CANET et Jules DUCHASTEL, Brigitte BEAUZAMY, Didier TAVERNE, Katherine BURLIN, Gilles VERPRAET.

Les travaux rassemblés dans ce volume tournent tous autour d'un même constat : « La mondialisation économique [aurait] mis en dilemme les identités définies à l'intérieur des États-nations ». Dans sa présentation, P.-W. Boudreau décrit les trois grilles d'analyse qui permettent de rendre compte de ce dilemme d'« interdépendance globale et identité ». 1. « La globalisation commerciale » aurait provoqué une « interdépendance culturelle et sociale », une conscience « planétaire » qui empêcherait un retour du manichéisme. 2. On portera ensuite une attention particulière aux forces politiques qui se saisissent des « incertitudes identitaires » nées de la globalisation. S'en servent-elles pour diviser ou bien au contraire pour rassembler ? 3. Enfin, les contributions contenues dans la troisième partie s'interrogent sur la manière dont des groupes — des mouvements ou des actions ponctuelles — créent des liens « au-delà de leur homogénéité de revendications et au-delà des limites des États-nations ».

Il est souvent question d'anti-mondialisation ou d'alter-mondialisme, notamment à travers la référence au « mouvement ATTAC qui fédère des groupes sociaux très hétérogènes ». Pour certains auteurs, on serait devant une « constellation post-nationale, selon l'expression de Habermas » (p. 55). Dans ce discours à consonance transnationale qui pose les problèmes à un niveau d'abstraction quasi philosophique, il est question de « pratiques citoyennes » et de groupes qui contribueraient à faire naître de nouvelles « identités collectives de différentes échelles », à « penser l'Europe » et à la construire « dans un sens qui préserve et approfondit la démocratie » (W. Dressler, p. 65). D'autres auteurs, en revanche, ramènent l'analyse au niveau de pratiques anti-mondialistes terre-à-terre. Ainsi, parlent-ils en priorité de la « déterritorialisation » engendrée par la transnationalisation des luttes, l'espace physique ainsi créé faisant naître une distance politique « infranchissable » peu propice à l'implication des mouvements de résistance et de contestation locaux (B. Beauzamy, p. 211).

Les auteurs font amplement usage de certains concepts sans pour autant en préciser de manière claire le contenu. Ainsi, quand il est question de la « démocratisation » des rapports sociaux « interculturels », par exemple, les États-Unis

L'homme et la société, n° 162, octobre-décembre 2006

servent ici de référence comme si cela allait de soi. Ils auraient été, en effet, « une des nations pionnières en matière de multiculturalisme » (W. Dressler, p. 37), et ce même modèle est à l'origine des comités de quartier, d'associations locales et de forums sociaux, foyers d'une « nouvelle citoyenneté active », d'où naissent des « droits sociaux » et des « droits culturels ». Cette « communalité des expériences et des identités facilite la discussion et la compréhension approfondie plus qu'une représentativité simple ». S'agit-il donc de la naissance d'une nouvelle forme de « communautarisme » à travers une « recomposition de partenariats par-delà des institutions représentatives » et qui crée de nouveaux rapports, « entre la démocratie fermée des financiers (*shareholders*) et la démocratie ouverte des participants (*stakeholders*) » (G. Verpraet, p. 275) ? Le problème reste en suspens. On retiendra donc surtout de ce recueil d'interventions l'effort apporté pour cerner les phénomènes qui marquent l'actualité politique en France et ailleurs.

Margaret MANALE

Francis FARRUGIA, *La construction de l'homme social, essai sur la démocratie disciplinaire*, Paris, Éditions Syllepse, 2005.

Farrugia craint que ce qui a donné à la démocratie et à la République (au sens moderne du terme) son sens ne soit perdu : égalité des chances, des droits, solidarité, justice, etc. C'est, nous semble-t-il, dans cette crainte qu'il puise le courage d'écrire un beau livre sur la construction de l'homme social. Pour mener son argumentation, c'est-à-dire pour montrer comment s'est jouée jusqu'à nous la généalogie du lien social — de ce qu'il appelle aussi le pacte social —, Farrugia procède à une comparaison, celle entre la démocratie athénienne et la démocratie moderne. Qu'est-ce qui a changé ?

Ce qui fait la différence, c'est ce qui s'est passé au moment de la Révolution française, quand des mots anciens ont pris un sens nouveau : liberté, égalité, par exemple. Car ces mots n'avaient pas le même sens à Athènes. Le citoyen n'était pensable que dans une hiérarchie qui le plaçait au dessus du mètèque et de l'étranger. Mais surtout il n'était pensable que comme non-esclave. L'asservissement de l'esclave était total et le transformait en une sorte de chose humaine.

L'appartenance à la cité la définit en même temps qu'elle produit le citoyen. Au nom de ses dieux — qui font partie de la nature — il élit ses magistrats, son chef civil et militaire. Et s'il est vrai que Clisthène, en introduisant bergers et marins (et non plus seulement grands propriétaires) parmi les citoyens, crée une nouvelle donne : la démocratie, on est loin de l'égalité et de la liberté pour tous.

Farrugia passe sur les périodes intermédiaires entre démocratie athénienne et démocratie moderne. Sinon pour nous dire que l'échec actuel de la démocratie moderne introduit une sorte de féodalité. Or, pour l'auteur, cette féodalité, c'est par l'économique qu'elle s'est glissée dans le social en train de se faire. C'est par

elle que le nouveau politique (égalité, liberté) se détruit. C'est par elle que la politique démocratique devient disciplinaire et non plus opérative.

La « valeur travail » est au centre des préoccupations communes et engendre une sorte de « pacte de soumission » qui n'est pas le pacte social rousseauiste. Le lien social est dilacéré par ce pacte de soumission qui laisse transparaître l'exploitation par le travail.

L'homme social est né, mais pas, comme on pourrait l'imaginer, à partir de ses bases démocratiques (posées dès la Révolution). À la fin de son livre, l'auteur évoque Prométhée pour une remise en chantier.

L'auteur est pessimiste. Il va jusqu'à dire qu'un certain esclavage apparaît inhérent à la construction de l'homme social. Mais il pose avec acuité le problème de la démocratie moderne. Il faut l'entendre et l'écouter.

Louis MOREAU DE BELLAING

Gérald BLONCOURT et Michael LÖWY, *Messagers de la Tempête. André Breton et la Révolution de janvier 1946 en Haïti*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2007, 181 p.

Haïti, la première République noire à s'être libérée dans le sillage de la Révolution française, « l'Île prodigieuse » exaltée par Breton dans *La Clé des champs* en exergue des vers inouïs de Magloire-Saint-Aude, est aussi une terre où se multiplient les révoltes qui débouchent le plus souvent sur de nouvelles dictatures, soutenues par les États-Unis d'Amérique en vertu d'un statut semi-colonial. Si Haïti a inventé la république dans la Caraïbe, la démocratie n'est pas parvenue jusqu'à présent à y élire domicile. Les révoltes, en effet, s'accompagnent presque inmanquablement de violences incontrôlées qui trouvent leur origine dans une extrême pauvreté, comme l'a encore démontré le passé récent. Celle de janvier 1946 qui fait l'objet de l'ouvrage ne fait pas exception à la règle. Mais ce qui est ici particulièrement remarquable, c'est l'étroite corrélation entre art populaire et révolution. Outre celui des révolutions avortées, l'un des autres clichés attachés non sans fondement à Haïti, c'est la richesse des arts plastiques et plus particulièrement de la peinture dont Gérald Bloncourt qui retrace ici un fragment de son autobiographie centré sur les événements de 1946 est lui aussi un exemple, mais plus sur le versant « savant » que sur celui de l'« art naïf » qui a fait la renommée d'Haïti, en particulier grâce à Hector Hyppolite dont Breton a acquis plusieurs toiles lors de son passage.

Du seul point de vue historique, il serait objectivement très exagéré d'attribuer à André Breton un rôle actif dans le déclenchement de l'insurrection des « Cinq Glorieuses » (du 7 au 11 janvier 1946) car celle-ci était en gestation aussi bien dans la décennie précédente retracée par Gérald Bloncourt que dans la publication de poèmes révolutionnaires (par exemple *Étincelles* de René Depestre) et dans l'agitation en milieu étudiant. Héritiers de Jacques Roumain, l'écrivain-ethnologue, auteur de *Gouverneurs de la rosée* publié après sa mort survenue en

1944, fondateur du Parti communiste d'Haïti en 1934, les nouvelles générations s'inspiraient aussi de l'exemple russe et d'un marxisme-léninisme réinterprété : ce fut le modèle de l'*Iskra* qui fut invoqué pour publier la revue *La Ruche*.

Invité par Pierre Mabille, conseiller culturel à l'ambassade de France, André Breton vint en Haïti sur les traces d'Aimé Césaire en décembre 1945. Il y rencontra de jeunes peintres et écrivains, fit des conférences sur le surréalisme, se prononça dans de nombreux entretiens pour l'émancipation d'Haïti, mettant en rapport de convergence « poésie et révolution ». À la suite d'un numéro de *La Ruche* qui lui fut consacré, les rédacteurs René Depestre et Théodore Baker furent arrêtés et incarcérés quelques jours, ce qui déclencha un appel à la grève générale qui déboucha sur la destitution du président Elie Lescot. Ce dernier fut remplacé par une junte qui expulsa Gérard Bloncourt, considéré comme Français (son frère Tony avait été fusillé à Paris en 1942 pour faits de résistance), mais aussi André Breton puis Pierre Mabille.

L'intervention de Breton apparaît ainsi comme un catalyseur, non comme le déclencheur de la révolte. Ces jeunes marxistes-léninistes, ainsi qu'ils se définissaient eux-mêmes, n'étaient d'ailleurs pas sans l'inquiéter, lui qui était au fait, contrairement à ses interlocuteurs, des ravages du stalinisme.

Pris dans les remous de la crise haïtienne, le poète du « Dialogue créole » s'est démarqué de toute instrumentalisation visant à l'associer par trop étroitement à l'immédiateté des événements : « D'aucuns n'avaient eu aucun scrupule à user de moi contre mon gré. Cela serait moins compréhensible venant d'un autre lieu qu'Haïti où tout ce qui arrive au jour est fallacieux » précise-t-il dans une lettre datée du 3 avril 1946, non sans évacuer les miasmes de l'étang en fermentation gangrénant la fée caraïbe, pour ne retenir de son passage et de ses rencontres que le souffle régénérateur des cérémonies vaudou auxquelles il a tenu à participer : « Le véritable ressort du pays est dans le tambour vaudou, qui mêle le sentiment d'une détresse sans limite d'une espérance forcenée. » (Volume « Manuscrits » du catalogue de la vente André Breton, 11 et 12 avril 2003, Paris, Hôtel Drouot, p. 186-187).

L'ouvrage reproduit des documents issus de la collection de Gérard Bloncourt et d'ailleurs. Sur les photos, André Breton apparaît aux côtés du peintre cubain Wifredo Lam et de Pierre Mabille, mais pas de ses interlocuteurs haïtiens. Le seul poète haïtien auquel il rendit hommage par la suite fut d'ailleurs Clément Magloire-Saint-Aude dont il conservait dans son atelier, 42 rue Fontaine, deux photographies prises avec lui.

Sont également reproduites des peintures, hélas en noir et blanc. Ce sont les « affinités électives » de Michael Löwy pour le surréalisme et la révolution qui justifient qu'il se soit passionné pour cette confluence qu'il a mise en perspective dans son étude introductive.

Claude MAILLARD-CHARY et Claudie WEILL

Gérard NOIRIEL, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, 717 p.

L'objet de ce volumineux ouvrage d'histoire est à chercher dans son sous-titre. Dans une démocratie, il faut rallier les électeurs pour les attacher à une politique par le moyen de discours publics, qui justifient les pratiques et les décisions du pouvoir et de l'administration. L'histoire des idées resterait une description superficielle si elle ne se structurait pas à travers un appareil de conquête du public ; pour légitimer une pratique, exiger le traitement d'un « problème » nouvellement défini, les politiques font appel aux nouveaux moyens de communication de masse et imposent ainsi leurs discours publics. La presse à grande diffusion répond aux besoins d'électeurs qui souhaitent s'informer puisque, désormais, ils sont alphabétisés. Les journalistes trouvent dans des faits divers spectaculaires les exemples qui attirent le grand public. Ainsi les hommes politiques et les « experts », universitaires ou non, qui lancent des idées trouvent-ils une résonance et une diffusion de leurs thèses à travers des récits frappants et stéréotypés qui dénoncent ces méchants étrangers qui nous menacent. Ce livre est surtout centré sur la III^e République : certes, ce fut une grande période d'immigration, mais surtout, et le succès extraordinaire de *La France Juive* d'Edouard Drumont (1886) le confirme, l'affaire Dreyfus permit la construction d'un « problème » structuré pour lier l'immigration et l'antisémitisme moderne. Ce qui explique l'étonnante impression d'actualité que donne l'ouvrage de Gérard Noiriel : nous retrouvons les procédés rhétoriques, les slogans, les « solutions » d'autrefois et nous avons le sentiment d'un éternel retour des mêmes thèmes et des mêmes dénonciations. Les « étrangers » ne sont plus les mêmes, la situation socioéconomique de la France a été bouleversée, deux guerres mondiales ont déchiré le monde et la télévision a succédé à la grande presse pour imposer ses raccourcis et ses images-chocs.... Et pourtant le racisme d'aujourd'hui emprunte les mêmes voies que celui qui s'est construit en France en même temps que l'État de la III^e République.

Certes, nous connaissons la longue histoire de l'antisémitisme traditionnel et la méfiance devant la proximité des étrangers, des autres, n'est pas un phénomène nouveau. Mais, lors des crises économiques, quand l'État apporte des palliatifs aux difficultés de ses habitants, qu'il s'agisse d'ouvrir des ateliers nationaux ou de distribuer des secours, la méfiance prend une allure particulière. Celui qui n'est pas d'ici est susceptible de diminuer mes avantages. Comme le disait Sartre, la rareté, du travail ou des secours, est à l'origine d'une structure d'opposition et explique les protestations contre les avantages indus accordés aux étrangers. Peu importe que la définition légale de l'étranger ne soit pas nettement encore fixée. Celui qui n'est pas astreint au service militaire puisqu'il vient d'ailleurs ne saurait bénéficier d'une embauche prioritaire et le travail doit être réservé aux seuls nationaux. D'un même mouvement, la construction de l'État démocratique donne des droits aux citoyens et exclut ceux qui habitent ici mais viennent d'ailleurs et ne peuvent donc prétendre au vote ou aux prestations fournies par l'État. La revendication nationaliste est l'autre face de la démocratie. Elle est d'autant plus

prégnante que la III^e République est née avec la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine.

L'affaire Dreyfus noue cette xénophobie moderne avec la diffusion accrue des idées dans l'espace public. La presse, qu'elle soit de droite ou de gauche, accepte la construction proposée par Drumont : tous les malheurs nationaux trouvent leur origine dans la présence et l'action délétères de ces individus étrangers, et donc susceptibles d'être des espions ou des délinquants. Les Juifs sont dès lors constitués en un groupe social qui éveille tous les soupçons. Ce modèle de l'antisémitisme moderne perdure encore aujourd'hui, sous ses deux formes, l'antisémitisme et la méfiance devant l'immigration, le « problème de l'immigration ». Modèle si bien accordé à la fascination par les faits divers comme à l'inquiétude économique que tous les contemporains doivent s'y affronter tant il façonne les esprits, de droite comme de gauche. Les acteurs des discours publics n'ont plus qu'à dérouler les séquences obligées, soit pour les conforter, soit pour les dénoncer. Mais la position des problèmes reste constante, ce qui explique d'étranges croisements lorsque des écrits dits de gauche s'évertuent à justifier tel ou tel paragraphe de la vulgate xénophobe. Des écrivains ne voient pas de contradiction entre leur combat contre l'antisémitisme et leur refus des « indésirables », sujets des colonies ou étrangers. Au nom de l'intérêt national « Les Français d'abord ! », les députés votent à l'unanimité, en 1932, une loi qui soumet l'immigration aux quotas fixés par l'administration (les communistes et les socialistes se sont contentés de s'abstenir). Tout antiracisme qui ne s'attache pas d'abord à la déconstruction de ce discours commun est condamné à l'échec.

Pourtant, Gérard Noiriel ne croit pas que le racisme français soit à rattacher d'abord aux souvenirs de la colonisation et aux « difficultés » de l'assimilation ou de l'intégration. Il déroule les discours savants des démographes, des hygiénistes comme des anthropologues qui défendent l'intérêt national et proposent aux politiques de choisir dans l'immigration pour trier les bons étrangers qui amélioreront la population française. Le modèle discursif de la stigmatisation de l'immigration s'impose, même aux bonnes volontés ; il ne pourra être combattu de front par une éventuelle répression, tant il est ancré dans le sens commun et « l'évidence ». Mais détruire un système cohérent de représentations, produit d'une histoire et d'intentions délibérées, exige une collaboration entre tous les intellectuels-publicistes concernés, linguistes, historiens, sociologues, statisticiens ou écrivains et journalistes... Surtout les individus et les groupes soumis à la stigmatisation raciste doivent aussi émerger comme sujets dans l'espace public, faire entendre leurs protestations, fabriquer leur propre langage et s'imposer comme acteurs de leur propre combat.

Le grand intérêt de ce livre est d'articuler « le problème de l'immigration » avec les situations historiques précises de la constitution de la République moderne ; il s'appuie sur des références à de très nombreux travaux. Le discours public français est une construction originale qui s'explique à la fois par les particularités de l'immigration en France et par la structuration de l'État et de l'administration. Les autorités intellectuelles de chaque époque ont fourni à cet effet leurs justifications. Il serait peut-être temps de s'affronter à ce discours

permanent qui façonne notre langue et nos esprits. Le travail de Gérard Noiriel, dans la richesse de ses analyses, peut nous y aider.

Ariane LANTZ

Guy et Régine DHOQUOIS, *Le militant contradictoire*, Paris, L'Harmattan, 2004, préface de Stéphane Hessel.

Il s'agit d'un couple comme les autres couples. Mais celui-là, choisit, après une longue vie commune, de réfléchir à ce qu'ils ont fait ensemble, non privativement dans leur couple, mais par rapport aux (et dans les) groupes sociaux et politiques auxquels plus ou moins durablement ils appartenaient. C'est d'ailleurs surtout Régine qui raconte ses expériences au PSU, au MLF, puis dans un groupe, « Les femmes en noir », qui luttait pour la paix au Proche-Orient. De Guy nous avons principalement ses réflexions à partir de sa connaissance d'historien. Mais il ne dissimule pas une longue appartenance à la gauche marxiste, ni ses désillusions.

Ce livre veut faire le point sur une expérience militante à deux, expérience non commune sinon par ses idéaux. Mais il veut aussi s'ouvrir aux autres, faire comprendre que le militantisme ce n'est pas si facile, qu'il est certes à base de convictions, mais non de dogmatisme et de sectarisme. Dont les deux ont souffert, ce qui les a amenés non à se retirer de la lutte contre l'injustice, mais à prendre leurs distances avec les organisations censées défendre la bonne cause.

La première partie du livre est largement biographique et montre les itinéraires des deux militants. Guy naît dans l'immédiate avant-guerre, Régine en 1940. Dès l'adolescence, ils combattent, lui pour ce qu'il croit porteur d'espoir (le communisme qu'il ne confond toujours pas avec le marxisme-léninisme), elle pour Mendès, Rocard, les femmes, etc., autrement dit pour des finalités plus précises (elle est juriste). Le deuxième temps du livre comporte une nouvelle ; elle raconte la petite vie d'un gentilhomme de campagne qui meurt juste avant la Révolution. Contrepoint à la vie militante. Le troisième temps mêle les témoignages directs ou indirects sur les expériences, celles de Régine, et des textes plus théoriques comme les aphorismes de Guy et ses brèves études sur Protagoras et Timon, Montesquieu et Marx, ou ceux de Régine sur les classifications catégorielles lorsqu'elles fixent et hiérarchisent, sur la politesse. Ce troisième temps s'achève par une réflexion de Guy sur « doute et action ». Depuis *Critique du politique*, voire même depuis *Pour l'Histoire*, et encore plus dans *La Duplicité de l'histoire*, Guy analyse les contradictions de l'histoire, c'est-à-dire les éléments qui s'opposent dans un même phénomène. Mais, s'il y a contradiction entre doute et action, il y a « un temps pour le doute désintéressé de la connaissance, pour l'action rendue possible par le savoir qu'on ne met plus en doute momentanément » (p. 135).

Le quatrième temps est celui des grands thèmes : le socialisme qui demeure l'espoir de Guy et Régine (mais lequel ?), les contradictions du droit du Travail (Régine) qui montrent les méfaits du capitalisme, mais aussi la manière dont, dans

une sorte de servitude volontaire, les travailleurs, par peur, par absence de syndicalisation, peuvent faire le jeu du patronat le plus conservateur. Le droit au retour des Palestiniens est analysé par Régine, droit au retour dans les territoires occupés qui ne peut mettre désormais en cause l'existence de l'État d'Israël, ni la création de l'État palestinien. « Il faut négocier » répète Régine après tant d'autres. Guy s'en prend à l'antiaméricanisme actuel, confirmant d'excellents livres sur la question. Enfin, les trois derniers textes dont deux sont des fictions reviennent sur la désillusion militante.

Un livre riche, original, qui crée au fond le personnage du militant contradictoire.

Louis MOREAU DE BELLAING

Jean-Philippe LEGOIS, Alain MONCHABLON et Robi MORDER (éds.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, 434 p.

L'UNEF a cent ans, le même âge que le scoutisme, un an de moins que la CGT. Ces concomitances posent la question centrale du positionnement de la principale organisation étudiante entre mouvements de jeunesse et syndicats. C'est que, comme le constate Françoise Tétard dans son article qui tient lieu de conclusion, « la condition étudiante [...] est en même temps transitoire pour chacune des personnes directement concernées et permanente par rapport à la question sociale qu'elle pose » (p. 280).

Pas plus que celle des autres mouvements de jeunesse et moins encore que celle des autres organisations, l'histoire de l'UNEF n'est linéaire. C'est ce qu'il illustre avec bonheur la première partie de l'ouvrage (« Repères ») qui retrace son parcours, des premières AGE dans les années 1880 jusqu'à aujourd'hui, parcours discontinu où la succession des générations est sans aucun doute plus manifeste que dans les organisations « adultes ».

Union précoce et singulière sur le plan international, l'UNEF (UNAGEF à l'origine) doit cependant, pour partie, son émergence au besoin ressenti d'une union nationale lors des tentatives pour promouvoir une organisation internationale des étudiants (comme ce sera d'ailleurs le cas pour le sport universitaire, étudié dans la quatrième partie). On s'étonne toutefois, alors que la jeunesse faisait une entrée en scène remarquée dans la société du tournant des XIX^e-XX^e siècles que les étudiants n'aient pas fait plus précocement « question ». Il semblerait, à lire les auteurs, que la catégorie des étudiants ait été durablement perdue en termes traditionnels, comme fraction minoritaire et privilégiée, particulièrement turbulente, de la jeunesse. La croissance continue des effectifs étudiants, hormis les parenthèses des guerres où la chute n'a été que partiellement compensée par l'arrivée des femmes, n'aurait été sérieusement prise en compte qu'avec l'explosion des baby-boomers, à savoir mai 1968, en dépit de l'adoption, à Grenoble en 1946, de la Charte qui faisait de l'étudiant « un jeune travail-

leur intellectuel¹ ». Peu d'intérêt sociologique, en dehors de Durkheim tout de même, la première enquête publiée et constamment citée étant celle d'Agathon en 1913. À la même époque, en Russie, pays alors considéré comme retardataire s'il en est, on assistait à une floraison d'auto-enquêtes sur la condition étudiante, y compris parmi les sujets russes étudiant à l'étranger. Se pourrait-il que toutes les pistes n'aient pas été explorées pour la France en ce domaine ?

Après l'ouvrage pionnier de François Borella et Michel de la Fournière, *Le Syndicalisme étudiant*, publié à l'occasion du cinquantenaire de l'UNEF et qui a longtemps fait autorité, les études ont néanmoins commencé à paraître avec l'engagement des étudiants dans la guerre d'Algérie. L'un des ouvrages majeurs, celui de Nicole de Maupéou-Abboud portait d'ailleurs un titre particulièrement évocateur : *Ouverture du ghetto étudiant* (on signalera ici que les notes en bas de page complètent utilement une bibliographie finale quelque peu lacunaire et partiellement inexacte). La césure majeure, du moins en ce qui concerne l'intérêt porté au milieu étudiant par politiques et sociologues daterait donc des années 1960 et plus précisément des « années 68 ». Peut-être faudrait-il là aussi nuancer, au moins en ce qui concerne les politiques car dans le domaine de la santé (sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet, sécurité sociale étudiante qui sera gérée par la MNEF), l'amorce d'une cogestion dont témoigne également ce qu'on appelle les « œuvres » est relativement précoce, antérieure à la seconde guerre mondiale et traduit un dialogue avec les pouvoirs publics qui fut particulièrement fécond avec Jean Zay.

C'est que l'UNEF est et a longtemps été un des rares mouvements de jeunesse, sinon le seul, à être dirigé par les jeunes eux-mêmes. Sans que ces conquêtes aient été annihilées (la MNEF a disparu récemment à l'issue du procès de ses « managers »), la part de cogestion de l'UNEF a été progressivement réduite. Car à la « grande UNEF » passablement mythifiée du tournant des années 1950-1960 a succédé une multitude d'organisations politiques et syndicales, voire de « groupuscules » pour employer la terminologie en vigueur à l'époque, issus de l'émiettement du mouvement dans le sillage de mai 1968. Pour essayer d'en démêler l'écheveau, on ne peut éviter le pesant écueil de la multiplication des sigles.

En tant que témoin, toutefois, l'importance accordée à la première scission durable, celle qui a vu l'émergence de la FNEF en 1961 me semble exagérée : nous l'avons perçue comme une manœuvre gouvernementale qui n'a que faiblement entamé l'audience de l'important syndicat qu'était alors l'UNEF qui a davantage pâti, me semble-t-il, de la démobilisation consécutive à la fin de la guerre d'Algérie.

Le volume explore d'autres pistes connexes, des associations chrétiennes à l'invention d'une tradition, celle de la faluche, en passant par les étudiants nationalistes et jusqu'au théâtre universitaire où a fait ses premières armes tout une génération qui a considérablement renouvelé ce domaine.

1. Cf. l'ouvrage précédent dans la même collection : Robi MORDER (éd.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946 : La Charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006, 338 p.

Toutefois, mises à part la première partie (historique) et la quatrième (« réalisations, gestion et cogestion »), l'équilibre des deux parties intermédiaires m'apparaît comme peu convaincant. L'ouvrage, pourtant, n'est pas issu d'un colloque mais de multiples séances de discussion. L'autogestion éditoriale présenterait-elle des failles ?

Claudie WEILL

* * *